

Unité départementale de la Moselle  
5 rue Charles Le Payen  
CS 50551  
POLYGONE - bâtiment GH  
57036 Metz

Metz, le 13/06/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/05/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ARKEMA FRANCE**

Etablissement de Carling  
BP 61005  
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD\_ARKEMA-U400\_2025-06-05\_RAPVI\_PM2I-réseau\_MCB\_01560  
Code AIOT : 0006201061

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2025 dans l'établissement ARKEMA FRANCE implanté Etablissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 18/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du 19 mai 2025 de l'atelier acrylates lourds U400/U800 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARKEMA FRANCE
- Etablissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201061
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Arkema France exploite sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold 2 unités de fabrication d'acrylates lourds au sein de l'UO "Acrylates" :

- U400 pour la fabrication d'acrylate de butyle (ABU) ;
- U800 pour la fabrication d'acrylate de 2-éthylhexyle (AE2OH).

#### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Vieillesse (AM du 04/10/2010)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Caniveaux de l'atelier U400 soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 (partiel)	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Réseaux de collecte des effluents aqueux non soumis au PM2I	Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, article 2.2.1 (partiel)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Fosse R480 soumise au PM2I	Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 6 (partiel)	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Fosse PS 55 (=R1155) soumise au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 (partiel)	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Fosse R1156 soumise au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 (partiel)	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Cuvette de rétention R410/R430 non soumise au PM2I	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6bis-IV-a	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort notamment des constats réalisés lors de la visite du 19 mai 2025 au sein de l'atelier U400 :

- des dégradations importantes de certains tronçons des caniveaux de l'atelier U400 soumis au PM2I, pour lesquelles l'exploitant s'est engagé à réaliser des actions correctives dans les prochaines semaines (création d'un nouveau réseau en parallèle du réseau existant pour certains tronçons, nettoyage et/ou nouveau contrôle visuel pour certains tronçons) (cf. point de contrôle n°1) ;
- l'absence de contrôle préventif et périodique permettant de s'assurer du bon état et de l'étanchéité de certains tronçons du réseau de collecte des effluents aqueux non soumis au PM2I (cf. point de contrôle n°2) ;
- le nettoyage et le contrôle de la fosse R480 prévus à l'été 2025 (cf. point de contrôle n°3) ;
- l'absence de contrôle depuis 2017 de la fosse R1156 et le non-respect de la fréquence de surveillance (cf. point de contrôle n°5) ;
- la nécessité de transmettre des justificatifs (cf. points de contrôle n°1, 2, 3, 4 et 5).

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caniveaux de l'atelier U400 soumis au PM2I

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PM2I
<b>Prescription contrôlée :</b>  "Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• [...]</li><li>• les caniveaux en béton [...] véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante.</li></ul> L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage. L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. Pour les ouvrages mis en service avant le 1er janvier 2011 : [...] S'agissant [...] les caniveaux : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ;</li><li>• le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2013.</li></ul> Pour les ouvrages mis en service à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme de surveillance sont réalisés au plus tard douze mois après la mise en service."
<b>Constats :</b>

Lors de la visite sur le terrain du 19 mai 2025, l'inspection des installations classées a notamment constaté :

- la présence d'un réseau enterré avec des regards au niveau de la dalle de l'atelier U400 ;
- la présence d'un débit d'effluents aqueux au niveau du regard R400-2 mais l'absence d'effluent au niveau du regard R400-5 situé en aval ;
- la présence d'un débit d'effluents aqueux au niveau du regard R400-8 situé en aval ;
- la présence d'une fosse enterrée R480 collectant les effluents aqueux du réseau enterré situé sous la dalle de l'atelier U400 ;
- en aval de la fosse R480, la présence de 2 pompes et de 2 conduites :
  - une conduite aérienne vers la fosse R1155 (aussi appelée fosse PS55) ;
  - une conduite aérienne reliée à une conduite dans un caniveau puis à une conduite aérienne (vers la fosse R1156).

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser le périmètre du réseau de collecte des effluents aqueux/caniveaux de l'atelier U400 soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PM2I).

Par courriel du 2 juin 2025, l'exploitant a indiqué :

- que les effluents circulant dans ces caniveaux sont :
  - en fonctionnement normal : des eaux pluviales et des eaux de lavage ;
  - en fonctionnement accidentel : des lourds acide acrylique, de l'urée 45%, du bicarbonate de sodium ;
- que le débit d'effluents aqueux observé au niveau du regard R400-2 provenait d'un lavage à l'eau déminéralisée de la pompe P433B en préparation à une dépose ;
- ne pas avoir identifié l'origine du débit d'effluent observé au niveau du regard R400-8.

Par courriel du 2 juin 2025, l'exploitant a également transmis :

- le périmètre des caniveaux de l'atelier U400 soumis au PM2I (tronçons R400-1 à R400-5 ; tronçons R400-5 à R400-8 ; tronçon R400-7 à collecteur ; tronçons R400-8 à fosse R480) ;
- les caractéristiques de ces caniveaux de l'atelier U400 soumis au PM2I : conduites circulaires en fonte de 125 à 200 mm de diamètre enterrées sous la dalle de l'atelier U400 et datant de 1992 ;
- la fiche "état initial" des caniveaux de l'atelier U400 soumis au PM2I de 2014 incomplète ;
- la surveillance réalisée (3 avril 2014 ; 26 juillet 2024) ;
- le programme actuel de surveillance des caniveaux de l'atelier U400 soumis au PM2I (inspection tous les 72 mois ; prochaine visite à réaliser d'ici le 25 juillet 2030).

A noter que le guide DT 100 "guide de surveillance des ouvrages de génie civil et structures - caniveaux et fosses humides en béton" n'est pas directement applicable compte tenu du matériau des tronçons du réseau enterré de collecte des effluents soumis au PM2I (fonte).

Le programme de surveillance ne précise pas la nature des contrôles à réaliser (inspection visuelle, .....).

Le rapport de contrôle, réalisé par une société spécialisée, du 3 avril 2014 pour U400 met en évidence :

- des dégradations de surface sur 2 tronçons (R5-R8 + R2-AV3) ;
- un tronçon non inspecté (R2-Amont).

Par courrier du 15 juillet 2024, l'exploitant a indiqué que :

- l'état des réseaux était globalement bon et qu'aucune action n'a été engagée ;
- le prochain contrôle par caméra est prévu en 2024.

Le dernier rapport de contrôle caméra des caniveaux au niveau de l'atelier U400 a été réalisé le 26 juillet 2024 par une société spécialisée. Il ressort de ce contrôle :

- le contrôle des tronçons R400-1 à R400-5, des tronçons R400-6A à R400-5 ;
- l'absence de contrôle de certains tronçons (R400-7 à collecteur ; R400-5 à R400-8 ; R400-8 à R400-9) car le réseau était obstrué ;
- l'absence de contrôle d'un tronçon (R400-9 à la fosse R480).

Sur les tronçons contrôlés, plusieurs anomalies sont relevées et notamment :

- effondrement partiel - absence de radier (tronçon R400-4 vers R400-5) ;
- suspicion d'absence de radier (tronçon R400-5 vers R400-8) ;
- dégradations de surface, rugosité accrue par attaque chimique de la partie inférieure de la conduite (R400-2 à R400-3 ; R400-3 à R400-4 ; R400-5 à R400-6) ;
- dépôt de matériau dur compacté (R400-4 à R400-5 ; R400-7 vers collecteur ; R400-5 à R400-6 ; R400-8 à R400-9).

Lors de la visite et par courriel du 2 juin 2025, l'exploitant a indiqué :

- n'avoir mis en place aucune mesure compensatoire ;
- les actions prises et/ou prévues :
  - tronçons R400-8 vers R400-9 et R400-9 vers fosse R480 : création d'un réseau en parallèle du réseau existant lors de la période de grands arrêts 2025 par une société extérieure (soit avant septembre 2025). Le devis du 21 mai 2025 pour ces travaux est joint ;
  - tronçon R400-4 vers R400-5 : les mesures ne sont pas encore définies. L'exploitant est en attente d'une visite terrain avec une société pour un éventuel remisage de ce tronçon ;
  - tronçons R400-5 vers R400-8 : un nouveau contrôle de ces tronçons est prévu courant juin 2025 afin de statuer sur les potentielles dégradations ;
  - tronçon R400-7 vers collecteur : nettoyage du tronçon d'ici l'été 2025. Après nettoyage, une nouvelle inspection de ce tronçon sera réalisé ;
  - tronçons R400-2 vers R400-3, R400-3 à R400-4 et R400-5 vers R400-6 : surveillance des dégradations de surface dans le cadre du plan de surveillance.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées :

- dans un délai de 1 mois, le programme de surveillance mis à jour des caniveaux de l'atelier U400 soumis au PM2I précisant la nature des contrôles à réaliser ;
- dans un délai de 3 mois :
  - les justificatifs de réalisation des travaux de création d'un réseau en parallèle du réseau existant lors de la période de grands arrêts 2025 pour les tronçons R400-8 vers R400-9 et R400-9 vers fosse R480 ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>○ les justificatifs des actions correctives mises en œuvre pour le tronçon R400-4 vers R400-5 ;</li> <li>○ le rapport de contrôle prévu en juin 2025 pour les tronçons R400-5 vers R400-8 ainsi que les justificatifs des actions correctives mises en œuvre si nécessaire ;</li> <li>○ les justificatifs du nettoyage du tronçon R400-7 vers collecteur ainsi que le rapport de contrôle de ce tronçon et les justificatifs des actions correctives mises en œuvre si nécessaire.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Réseaux de collecte des effluents aqueux non soumis au PM2I

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, article 2.2.1 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/08/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 2.2.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral cadre eau du 27 mai 2015 modifié</u>  "[...] Les réseaux de collecte des effluents aqueux sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité."</p> <p><u>Article 4-II (partiel) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié</u>  "II.-Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution. [...]"</p> <p><u>Article 6bis-IV-a de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié</u>  " L'exploitant prend toute disposition appropriée pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il entretient et surveille à intervalles réguliers les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte-rendu des opérations de maintenance, entretien et étanchéité des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.)."</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 2 juin 2025, l'exploitant a indiqué :</p>

- le périmètre du réseau de collecte des effluents de l'atelier U400 non soumis au PM2I sont les conduites situées en aval de la fosse R480 :
  - conduite aérienne vers la fosse PS55 ;
  - conduite aérienne reliée à une conduite dans un caniveau puis à une conduite aérienne puis enterrée se déversant dans la fosse F300 qui se déverse elle même vers un collecteur jusqu'à la fosse R1156 ;
- que ces conduites font l'objet d'un contrôle visuel lors des rondes des opérateurs et via la présence 24h/24 du personnel dans l'unité ; En cas d'anomalies constatées, elles sont reportées dans le rapport de poste qui lui-même est reporté dans le rapport journalier. Un avis de maintenance peut être émis pour corriger le défaut/désordre ; un ordre de travail peut être réalisé afin d'apporter les mesures correctives ;
- que certains tronçons ont fait l'objet d'un contrôle plus poussé :
  - le tronçon "regard débordement F300 jusqu'à F300" a fait l'objet d'un contrôle en 2024 où aucune dégradation n'a été observée ;
  - le tronçon "collecteur reliant F300 à la fosse R1156" a fait l'objet d'une inspection télévisée en 2014/2015 où aucune dégradation n'a été constatée. Une nouvelle inspection est actuellement en cours ;
- ne pas avoir prévu d'actions particulières.

La surveillance de certains tronçons du réseau de collecte des effluents aqueux non soumis au PM2I réalisée par l'exploitant ne correspond pas à un contrôle préventif et périodique permettant de s'assurer du bon état et de l'étanchéité du réseau.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées :

- dans un délai de 1 mois :
  - le rapport de contrôle du tronçon "regard débordement F300 jusqu'à F300" réalisé en 2024 ;
  - le rapport de contrôle du tronçon "collecteur reliant F300 à la fosse R1156" réalisé en 2025 ;
- dans un délai de 3 mois :
  - les mesures prises pour réaliser un contrôle préventif et périodique permettant de s'assurer du bon état et de l'étanchéité du réseau susmentionné.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 3 : Fosse R480 soumise au PM2I**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/10/2010, article 6 (partiel)

**Thème(s) :** Risques chroniques, PM2I

**Prescription contrôlée :**

"Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- [...]



- [...] les fosses humides véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante.

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

Pour les ouvrages mis en service avant le 1er janvier 2011 : [...] S'agissant [...] les fosses humides :

- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ;
- le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2013.

Pour les ouvrages mis en service à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme de surveillance sont réalisés au plus tard douze mois après la mise en service."

#### **Constats :**

Lors de la visite du 19 février 2025, l'exploitant a indiqué :

- que la fosse R480 n'est pas soumise au plan de modernisation des installations industrielles (PM2I) ;
- avoir procédé au nettoyage de la fosse R480 lors du dernier grand arrêt en 2023.

Par courriel du 2 juin 2025, l'exploitant a finalement indiqué que la fosse R480 était suivie au titre du PM2I (ouvrage de catégorie I ; classe d'ouvrage : 1 ; surveillance tous les 6 ans ; visite initiale : 19 décembre 2013).

Le programme de surveillance ne précise pas la nature des contrôles à réaliser (inspection visuelle, .....)

Il a également transmis :

- les caractéristiques de cette fosse R480 : fosse en béton (fond revêtu de PEHD) construite en 1992 de 3,4 m de profondeur, 4,8 m de longueur et 3 m de largeur ;
- le justificatif des 2 derniers nettoyages de la fosse le 24 janvier 2025 et le 16 mai 2025 ;
- la fiche de surveillance du 25 octobre 2019 mentionnant :
  - l'absence de dégradations constatées depuis la dernière visite (désordre D1 : cailloux apparents sur la partie haute de la fosse) ;
  - l'impossibilité d'ouvrir 2 des 4 dalles béton disposées sur la fosse.

L'exploitant a également indiqué qu'un nettoyage et une inspection de la fosse R480 sont prévus courant de l'été 2025.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées :

<ul style="list-style-type: none"> <li>• dans un délai de 1 mois : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ le programme de surveillance de la fosse R480 précisant la nature des contrôles à réaliser ;</li> <li>◦ le rapport de contrôle de la fosse R480 réalisé en 2019 ;</li> </ul> </li> <li>• dans un délai de 3 mois : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ les justificatifs du nettoyage de la fosse R480 prévu à l'été 2025 ;</li> <li>◦ le rapport de contrôle de l'état de la fosse R480 prévu à l'été 2025 ;</li> <li>◦ les justificatifs des actions correctives mises en œuvre si besoin (photographies, rapport d'intervention,...).</li> </ul> </li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 :** Fosse PS 55 (=R1155) soumise au PM2I

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PM2I
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• [...]</li> <li>• [...] les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante.</li> </ul> <p>L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.</p> <p>L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p> <p>Pour les ouvrages mis en service avant le 1er janvier 2011 : [...] S'agissant [...] les fosses humides :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ;</li> <li>• le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2013.</li> </ul> <p>Pour les ouvrages mis en service à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme de surveillance sont réalisés au plus tard douze mois après la mise en service."</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 19 mai 2025, l'exploitant a indiqué que la fosse PS 55 (R1155) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• est située géographiquement au sein de l'UO Acrylates mais gérée par l'UO EAU ;</li> <li>• est soumise au plan de modernisation des installations industrielles (PM2I). Le guide de référence est le DT 100 "guide de surveillance des ouvrages de génie civil et structures -</li> </ul>

caniveaux et fosses humides" de juin 2012.  
Par courriel du 2 juin 2025, l'exploitant a transmis :

- les caractéristiques de cette fosse :
  - fosse datant d'avant 1973 ;
  - briquetage avec joint anti-acide entre les briques ;
  - 8 m x 6 m x 2,5 m de profondeur ;
  - catégorie I ; classe 1 ;
- la fiche "état initial" de 2014 de cette fosse mettant en évidence qu'elle est en bon état de conservation ;
- le programme actuel de surveillance de cette fosse (inspection tous les 72 mois) ;
- les visites réalisées : 2014 ; 28 août 2017 ;
- suite à la visite du 28 août 2017, aucune intervention n'est requise sur cette fosse (la fiche de surveillance n'a pas été transmise) ;
- la visite de cette fosse programmée en août 2022 n'a pas pu être réalisée à cause d'un souci de mise à disposition. Une demande de mise à disposition de la fosse R1155 a été lancée en 2025 par les services techniques pour une réalisation d'ici fin 2025.

Il ressort de ces éléments :

- que le programme de surveillance ne précise pas la nature des contrôles à réaliser (inspection visuelle, ....) ;
- le non respect de la fréquence de surveillance de 72 mois de la fosse R1155.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées :

- dans un délai de 1 mois :
  - le programme de surveillance de la fosse R1155 précisant la nature des contrôles à réaliser ;
  - le rapport de contrôle de la fosse R1155 réalisé en 2017 ;
- dans un délai de 3 mois :
  - les justificatifs du contrôle de l'état de la fosse R1155 prévu en 2025 (rapport de contrôle,...) ;
  - les justificatifs des actions correctives mises en œuvre si besoin (photographies, rapport d'intervention,...).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 5 : Fosse R1156 soumise au PM2I**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6 (partiel)

**Thème(s) :** Risques accidentels, PM2I

**Prescription contrôlée :**

"Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- [...]
- [...] les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante.

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

Pour les ouvrages mis en service avant le 1er janvier 2011 : [...] S'agissant [...] les fosses humides :

- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ;
- le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2013.

Pour les ouvrages mis en service à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme de surveillance sont réalisés au plus tard douze mois après la mise en service."

#### Constats :

Lors de la visite du 19 mai 2025, l'exploitant a indiqué que la fosse R1156 :

- est située géographiquement au sein de l'UO Acrylates mais gérée par l'UO EAU ;
- est soumise au plan de modernisation des installations industrielles (PM2I). Le guide de référence est le DT 100 "guide de surveillance des ouvrages de génie civil et structures - caniveaux et fosses humides" de juin 2012.

Par courriel du 2 juin 2025, l'exploitant a transmis :

- les caractéristiques de cette fosse :
  - fosse datant de 1973 ;
  - béton recouvert d'un géotextile et d'un liner ;
  - 47 m x 17 m x 2 m de profondeur ;
  - catégorie I ; classe 3 (2014) et classe 1 (2020) ;
- la fiche "état initial" de 2014 de cette fosse mettant en évidence que la fosse est en mauvais état (fissures, épaufrures, éclatement béton, infiltration) ;
- un nouveau liner a été installé en 2014 ;
- le programme actuel de surveillance de cette fosse (inspection tous les 60 mois) ;
- les visites réalisées : 2014 ; 5 février 2020 ;
- suite à la visite de 2020, aucune intervention n'est requise sur cette fosse (la fiche de surveillance n'a pas été transmise) ;
- la prochaine visite de la fosse R1156 est prévue en 2026.

Il ressort de ces éléments que le programme de surveillance ne précise pas la nature des contrôles à réaliser (inspection visuelle, .....).

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 :** Cuvette de rétention R410/R430 non soumise au PM2I

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6bis-IV-a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>"L'exploitant prend toute disposition appropriée pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il entretient et surveille à intervalles réguliers les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte-rendu des opérations de maintenance, entretien et étanchéité des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.)."</p>
<b>Constats :</b> <p>La notice de réexamen de l'étude de dangers de février 2024 de l'atelier U400 précise que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la cuvette de rétention des réservoirs R410/R430 est soumise au PM2I ;</li> <li>des désordres d'ordre D2 ont été constatés sur cette rétention ;</li> <li>des travaux sont prévus pour 2025.</li> </ul> <p>Par courriel du 2 juin 2025, l'exploitant a indiqué que cette cuvette n'était finalement pas soumise au PM2I car les réservoirs R410 et R430 ne sont pas soumis au PM2I.</p> <p>Lors de la visite du 19 mai 2025, l'exploitant a présenté la fiche de surveillance de la cuvette de rétention R410/R430 du 15 avril 2020 et celle du 12 mai 2025.</p> <p>Il ressort de ces fiches :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>que la cuvette de rétention est un ouvrage de catégorie I et de classe 2 ;</li> <li>la présence en 2020 d'un désordre D2 (écaillage du béton) et d'un désordre D1 (nids de cailloux due à la purge vapeur)</li> <li>la présence en 2025 des 2 désordres observés en 2020 et d'un nouveau désordre D2 (éclatement du béton au niveau du support de bac) ;</li> <li>que la rétention est considérée en 2020 et en 2025 en mauvais état de conservation ;</li> <li>que des travaux sont prévus courant 2025.</li> </ul> <p>Lors de la visite du 19 mai 2025 et par courriel du 2 juin 2025, l'exploitant a indiqué que la réfection de la cuvette de rétention est prévue lors des grands arrêts de 2025 (soit avant septembre 2025) par une entreprise extérieure. Le devis du 20 mai 2025 est joint.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans un délai de 3 mois les justificatifs des travaux de réfection de la cuvette de rétention R410/430 (photographies, compte-rendu de travaux, ....).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois